



21. AOÛT 2023

CONFERENCE DE PRESSE DES VERT-E-S DU CANTON DE BERNE

« ÉLECTIONS DU CONSEIL NATIONAL ET DU CONSEIL DES ÉTATS 2023 »

COUP D'ENVOI DES ELECTIONS POUR LE CLIMAT 2023

Brigitte Hilty Haller, coprésidente des VERT-E-S canton de Berne

Seules les paroles prononcées font foi.

Cher public,
Chers médias,

C'est un plaisir de vous accueillir à notre conférence de presse pour le lancement de la campagne des VERT-E-S du Canton de Berne. Je me présente : je suis Brigitte Hilty Haller, co-présidente du parti. À mes côtés se trouvent Bernhard Pulver, notre candidat au Conseil des États, Aline Trede, présidente du groupe des VERT-E-S au Palais fédéral, Kilian Baumann, Christine Badertscher et Natalie Imboden, membres du Conseil national, ainsi que Magdalena Erni, coprésidente des Jeunes Vert-e-x-s suisse.

Nous nous trouvons aujourd'hui au musée alpin, et cela n'a rien d'un hasard. Nos montagnes, nos Alpes représentent la stabilité et la protection. Elles sont notre emblème et un sujet photographique à succès pour les touristes. Neiges éternelles, glaciers, torrents, fleuves et quantité quasi illimitée d'eau cristalline... nos montagnes sont notre château d'eau. Mais cette représentation ne reflète plus la réalité.

Encore une fois, cet été illustre parfaitement les conséquences du réchauffement climatique, entre, d'une part, la canicule, la sécheresse et les feux de forêt, et, d'autre part, les pluies diluviennes et les orages tempétueux. Au fil des ans, notre glacier recule. Le permafrost fond, les éboulements sont de plus en plus fréquents. Nous sommes coincé-e-s dans une crise climatique. Si nous ne pouvons pas mettre fin au réchauffement climatique, il est possible de le ralentir significativement en agissant enfin et en fixant les bonnes priorités.

Nous sommes la première génération à vivre les conséquences du réchauffement climatique. Nous sommes aussi la dernière en mesure d'empêcher qu'elles ne s'aggravent. Les élections de 2023 marquent le début d'un mandat décisif pour le climat. Aujourd'hui, nous avons encore la possibilité de déterminer nous-mêmes notre avenir et de jeter des fondations durables.

Le travail des VERT-E-S ne se résume pas à attirer l'attention sur les changements environnementaux, comme nous le faisons depuis des années. Non, nous avons montré que nous avons des solutions et agissons. Le réchauffement climatique est et reste notre sujet de prédilection ; l'environnement fait partie de notre ADN. L'adoption de la loi sur le climat le 18 juin nous a motivé-e-s : elle est le signe que les mentalités changent. Cette victoire nous encourage à poursuivre la lutte. Notre agenda 2023-2027 contient les mesures que nous prévoyons de mettre en œuvre au Palais fédéral pendant les quatre



prochaines années en vue de permettre un virage de la législature. « Pour un climat sain et un environnement préservé », « pour la solidarité, l'égalité des chances et une société ouverte », « pour une économie durable et équitable » : voilà les engagements des VERT-E-S. Mais cela, chers médias, vous pouvez aussi le lire sur le site internet, vous n'êtes pas venus pour ça.

Les VERT-E-S du Canton de Berne font candidature commune avec les Jeunes Vert-e-s. En tant que troisième puissance politique, notre objectif est de façonner une société supportable pour le climat. Avec une candidature jeune, quatre membres du Conseil national et une candidature au Conseil des États, nous souhaitons renforcer les forces respectueuses du climat dans les deux chambres de l'Assemblée fédérale. La politique des VERT-E-S est plus nécessaire que jamais. Nous sommes prêt-e-s et motivé-e-s.

Je donne maintenant la parole à nos candidat-e-s au Conseil national et à Bernhard Pulver, qui illustreront, en abordant quelques thèmes centraux de notre agenda 2023-2027, nos revendications et nos solutions pour la prochaine législature.

Bien évidemment, nous nous tiendrons ensuite à votre disposition pour répondre à vos questions et discuter individuellement avec vous.



SANS AGRICULTURE DURABLE ET MOBILITÉ RESPECTUEUSE DU CLIMAT, PAS D'AVENIR DIGNE D'ÊTRE VÉCU

Kilian Baumann, conseiller national

Seules les paroles prononcées font foi.

Chers médias,

La crise climatique sévit en ce moment même. Partout, nous constatons ses conséquences. Cela fait bien longtemps qu'elles font partie de notre quotidien, et elles ne font que s'aggraver : vagues de chaleur, sécheresse, orages extrêmes accompagnés de pluie violente, grêle et tempêtes... Aux quatre coins de la planète, la raréfaction des ressources naturelles due au réchauffement climatique engendre de profonds problèmes économiques et de sécurité ainsi que des conflits.

Il est encore possible d'éviter le pire. Nous devons urgemment freiner le réchauffement climatique et limiter l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre dans l'atmosphère. En outre, il faut prendre des mesures pour nous adapter dès maintenant aux conséquences actuelles de la crise climatique.

Bien que le déclin progressif de la diversité soit plus discret que la crise climatique, ces deux phénomènes sont bel et bien liés. Le déclin de la diversité a également des répercussions gravissimes. En Suisse, le recul de la diversité des espèces est particulièrement marqué. La moitié des habitats sont en péril, tout comme un tiers des espèces présentes sur notre territoire. Les conséquences de ce déclin sont dévastatrices : il faut se souvenir que seul un environnement sain peut nous nourrir, et seul un environnement sain peut nous permettre de nous adapter au réchauffement climatique.

Ainsi, afin de faire face à la crise climatique et au déclin de la biodiversité, nous souhaitons, durant la prochaine législature, rédiger une nouvelle loi sur le CO₂ ambitieuse et ancrer juridiquement l'objectif de devenir un pays climatiquement neutre à partir de 2040.

Pour permettre cet effort, nous créerons avec le fonds climat un Green New Deal (c'est-à-dire un « nouveau pacte vert ») pour la Suisse. La Confédération investira chaque année jusqu'à 1 % de son produit intérieur brut dans le tournant écologique et le renforcement de la biodiversité. L'objectif est de réduire de moitié le nombre des espèces en danger durant les 10 prochaines années, de renaturer les cours d'eau ainsi que de relier les habitats naturels et proches de l'état naturel.

La crise climatique et le déclin de la biodiversité sont globaux. Ils affectent l'ensemble des domaines du vivre ensemble, et donc de la politique. Ainsi, des changements, adaptations et investissements seront nécessaires dans tous les secteurs : du logement et de l'alimentation à la mobilité et la finance, en passant par l'industrie et l'agriculture.

Je vais me pencher plus précisément sur les secteurs des transports et de la mobilité ainsi que l'agriculture et l'alimentation.



Transports et mobilité

En Suisse, ce sont les transports qui nuisent le plus au climat. Alors que dans tous les autres secteurs, l'impact climatique décroît, peu de progrès sont faits dans ce domaine. Il est donc urgent d'agir, par exemple en évitant le trafic inutile et en gérant intelligemment et d'une manière respectueuse pour le climat le trafic individuel motorisé résiduel et le transport des marchandises.

Les VERT-E-S s'engagent en faveur d'un parc automobile composé de voitures petites et légères, climatiquement neutre, économe en énergie et respectueux de l'environnement. Le transport de marchandises doit être, dans la mesure du possible, transféré sur les voies ferroviaires. De plus, il convient d'améliorer l'infrastructure pour les piétons et les cyclistes. Nous prévoyons de développer l'offre en transports publics, en particulier à la campagne.

Il est nécessaire d'empêcher le développement de l'infrastructure routière destiné au trafic motorisé. Le fait d'avoir des routes plus nombreuses et plus grandes ne fait que créer du trafic supplémentaire. Concrètement, lorsqu'un goulot d'étranglement est supprimé, le trafic s'accumule tout simplement au prochain point d'étranglement. Cette dynamique entraîne non seulement plus de trafic, soit plus d'émissions de CO₂, mais aussi la perte de terres cultivables et une nouvelle fragmentation des écosystèmes. Dans le canton de Berne, nous connaissons très bien ce débat : les VERT-E-S s'engageront donc fermement et à tous les niveaux contre l'extension rétrograde de l'autoroute de Wankdorf.

Agriculture et alimentation

L'agriculture et l'alimentation, à l'instar des transports, ont une grande influence sur la crise climatique et le déclin de la biodiversité. De ce fait, il est essentiel d'agir dans ces secteurs également.

Des progrès ont d'ores et déjà été constatés grâce aux mesures adoptées lors de la législature précédente en vue de garantir une eau potable propre et une agriculture durable. Ces prochaines années, l'utilisation de pesticides et les excédents de nutriments devraient considérablement diminuer, ce qui permettra de calmer sensiblement la situation dans les régions d'agriculture intensive, comme le Seeland, et d'amoinrir les taux de nitrates dans les eaux souterraines ainsi que les résidus de pesticides qui y sont détectés.

La nécessité d'agir reste néanmoins pressante et ne se restreint pas au domaine de l'agriculture. Les consommateur-riche-s doivent être responsabilisé-e-s et faire leur part pour contribuer à une agriculture et une filière alimentaire durables. Et qui dit « politique agricole verte » dit aussi « politique alimentaire verte » : il faut penser et mettre en œuvre les mesures de protection de l'environnement et d'encouragement de la biodiversité de la fourche à la fourchette, c'est-à-dire tout au long de la chaîne de création de valeur.

Lors de la prochaine législature, nous accompagnerons donc l'élaboration de la prochaine réforme agraire d'un œil critique et nous assurerons que les mesures promises par le Conseil fédéral en vue de promouvoir une consommation durable et saine ne resteront pas lettre morte. Les consommateur-riche-s doivent être informé-e-s des conséquences de leur alimentation sur l'environnement et leur santé. Il faut les sensibiliser sur la durabilité de leur consommation.



Par ailleurs, il convient d'empêcher que des importations à bas prix qui ne remplissent pas nos critères de durabilité ruinent les efforts déployés par les producteur-riche-s suisses en les mettant sous pression financièrement.

Par conséquent, nous nous engagerons en faveur d'une nouvelle politique douanière protégeant la production agricole suisse et facilitant l'accès à nos marchés pour les produits agricoles issus d'une production durable. Ce soutien à l'agriculture suisse permettra une production des aliments plus durable, tant sur notre territoire qu'à l'étranger.



L'AVENIR EST RENOUVELABLE

Aline Trede, présidente du groupe parlementaire VERT-E-S suisses, conseillère nationale

Seules les paroles prononcées font foi.

Chers médias,

La guerre d'agression de la Russie a montré que la dépendance aux énergies fossiles est un problème au niveau de la protection de l'environnement, mais aussi de la sécurité. Les énergies fossiles sont souvent uniquement disponibles dans des États autocratiques, ce qui nous rend dépendant-e-s. Mais ce conflit a aussi été le déclencheur de grands changements.

L'année dernière, la politique nationale a pris des décisions importantes concernant le développement des énergies renouvelables, notamment dans le cadre d'une procédure accélérée – une procédure nécessaire, bien qu'inhabituelle pour les décisions politiques. La Suisse a prouvé que, quand elle le souhaite, elle est en mesure de réagir rapidement. Ces décisions rapides risquent toutefois d'impacter négativement d'autres domaines, comme l'illustre le débat opposant énergies renouvelables et biodiversité. Il s'agit d'un débat totalement inutile, qui n'aurait pas lieu avec une politique plus anticipative, comme celle que proposent les VERT-E-S depuis toujours. Sur ce plan, il sera important de travailler avec diligence.

Le « oui » pour la loi sur le climat a constitué une étape importante sur la voie de l'objectif de zéro net. Maintenant, nous devons prendre les mesures nécessaires pour atteindre cet objectif. Certaines questions restent ouvertes.

En effet, jusqu'à présent, la place financière et tout le secteur de la mobilité ont été laissés de côté. Nous devons traiter ces sujets lors de la prochaine législature, car ces secteurs sont à eux deux responsables de largement plus de 50% des émissions de CO₂ en Suisse. Il est nécessaire de les réduire à zéro.

Dans son rapport « Des affaires dangereuses pour le climat » publié en 2020, Greenpeace a montré que, depuis la signature de l'Accord de Paris sur le climat en 2015, UBS et Crédit suisse ont, par leur financement d'entreprises des secteurs du charbon, du pétrole et du gaz, permis d'émettre plus de gaz à effet de serre que toute la Suisse n'en a émis sur son territoire. Il n'y a aucune raison de penser que leur fusion changera quoi que ce soit à cela. Nous parlons de millions investis dans les énergies fossiles. Il faut mettre fin à cette situation, et vite.

Il convient par ailleurs de prendre des mesures en ce qui concerne le développement de l'énergie solaire. La Commission de l'environnement du Conseil des États a biffé l'obligation solaire de l'acte modificateur unique. Les VERT-E-S suisses prévoient une initiative solaire similaire à celle lancée par les VERT-E-S du Canton de Berne, qui a rencontré un franc succès. L'énergie solaire est la source d'énergie la plus importante de Suisse et est, avec l'énergie hydraulique, l'épine dorsale de l'approvisionnement énergétique.



POUR UNE POLITIQUE FISCALE AVEC UNE RESPONSABILITÉ MONDIALE

Christine Badertscher, conseillère nationale

Seules les paroles prononcées font foi.

Chers médias,

Le monde se trouve à un tournant écologique et social. À sept ans de l'expiration des 17 objectifs de développement durable (ODD), ce n'est pas un constat très positif. Le dernier parlement en mesure d'influencer de manière déterminante les efforts de la Suisse pour atteindre ces objectifs sera élu dans deux mois.

Les questions qui se posent aujourd'hui ne peuvent pas être plus fondamentales : comment faire de ce monde un lieu de vie adapté et agréable à vivre pour toutes et tous ? Comment pouvons-nous développer un mode de vie plaisant en adéquation avec l'environnement ? Ce sont la pertinence et l'urgence de ces questions qui m'ont motivée à m'engager toutes ces années chez les VERT-E-S, d'abord au conseil communal de Madiswil et, actuellement, au Conseil national, pour la population bernoise.

Dans un climat géopolitique de plus en plus fragile, atteindre les 17 ODD de l'Agenda 2030 constitue un vrai défi. L'état actuel du monde montre clairement que le temps des « cavaliers seuls » est révolu depuis bien longtemps. Nous devons agir ensemble afin de développer et maintenir un système global durable, protégeant à la fois l'humain et l'environnement.

Un renforcement de notre engagement dans les organisations et sommets internationaux, en parallèle de la poursuite et de l'intensification de la coopération au développement, sont des points de départ qui permettront de façonner un monde plus équitable et durable. Ces axes éprouvés de la politique étrangère suisse doivent être renforcés, en particulier en période de conflits et de défis climatiques de plus en plus importants. Mais leurs budgets sont diminués, car un nombre croissant d'investissements liés à des engagements contractuels de la Suisse sont financés au moyen du budget de la coopération au développement. Ainsi, les pays du Sud sont doublement perdants : non seulement la pauvreté entraînée par l'inflation due à la guerre en Ukraine progresse, mais la Suisse déduit du budget pour la coopération internationale au développement les fonds attribués à la reconstruction de ce même pays.

Tout cela n'est pas digne d'un pays dont la prospérité est fortement basée sur un système de commerce extérieur et qui entretient donc des liens étroits avec le monde entier. Ni le café, ni le cacao ne sont récoltés sur notre territoire. Le sol suisse ne permet pas non plus l'extraction d'or à grande échelle. Néanmoins, la Suisse profite considérablement de l'affinage de ces produits. Même si ce n'est pas cela qu'il faut fondamentalement remettre en question, nous devons assumer nos responsabilités. Il faut œuvrer pour des conditions commerciales plus équitables et renforcer, au moyen de la coopération au développement, les chaînes de création de valeur dans les pays du Sud. Pour les VERT-E-S, cela ne fait aucun doute : nous avons besoin d'équité, de transparence et de durabilité sur les marchés mondialisés.



Comme vous le pouvez le voir, nous prévoyons beaucoup de choses, car les défis sont plus importants que jamais. Pour financer ces engagements multiples, la Suisse doit repenser sa politique fiscale. En effet, nous avons une nouvelle fois pu constater, au vu des nombreux fonds des oligarques russes présents sur des comptes suisses, que notre pays demeure un paradis fiscal pour les personnes douteuses souhaitant optimiser leurs impôts. De même, la place financière suisse finance toujours des investissements nocifs pour le climat dans le monde. Il faut mettre fin à tout cela. Cette compétition fiscale aveugle aux enjeux climatiques et cette politique financière nuisent non seulement à nos pays partenaires aux quatre coins de la planète, mais aussi à notre réputation.



PROTÉGER LE CLIMAT GRÂCE À DES LOYERS JUSTES, DES EMPLOIS ATTRACTIFS ET DES RETRAITES ÉQUITABLES

Natalie Imboden, conseillère nationale

Seules les paroles prononcées font foi.

Chers médias,

Depuis leur fondation il y a 40 ans, les VERT-E-S sont un mouvement sociétal progressiste engagé en faveur d'une société diverse et inclusive et d'une politique luttant fermement contre les discriminations, centrée sur la justice sociale et les personnes. Protéger l'environnement est une tâche colossale. Pour permettre la transformation sociétale nécessaire en vue d'y parvenir, nous devons parler « prospérité, infrastructure et emplois ». La mise en place de bonnes conditions de vie dans un environnement intact pour toutes et tous est au cœur de la politique des VERT-E-S. Ainsi, nous avons élaboré des solutions pour la législature 2023–2027 :

Des quartiers diversifiés avec des loyers abordables

Les loyers augmentent, encore et encore, sans contrainte aucune. De plus en plus de personnes ont des difficultés à trouver un appartement abordable. Il est nécessaire de rectifier la situation et d'aménager avec soin notre territoire, qui est une ressource limitée et précieuse, en créant des quartiers attractifs, avec des trajets courts. Les VERT-E-S exigent notamment :

- Une priorisation de la construction à but non lucratif de logements avec des coopératives et un droit de préemption pour les communes (comme l'Union des villes l'exige) ;
- Un renforcement du droit du bail avec un loyer initial transparent (cf. notamment l'initiative bernoise pour des loyers équitables), une protection contre la résiliation en cas de rénovation, l'introduction d'un contrôle du loyer et la restriction des rendements excessifs ;
- Plus de constructions dans le bâti existant, un renforcement de l'économie circulaire en construisant et rénovant, et des rénovations énergétiques (mais pas au dépit des locataires).

Politique de l'industrie du climat : des emplois attractifs et des professionnel-le-s qualifié-e-s pour le tournant écologique

Nous avons besoin de suffisamment de main-d'œuvre qualifiée en vue de la réorganisation écologique de l'économie, du développement des énergies renouvelables, du passage à l'ère numérique et de la hausse des besoins en matière de soins. Pour que la transformation sociale et écologique puisse avoir lieu, des programmes de perfectionnement et de reconversion professionnels sont nécessaires. Une bonne politique de l'industrie du climat mise sur des postes attractifs et sûrs. Les VERT-E-S exigent notamment :

- Des programmes de formation initiale, continue et de reconversion pour les secteurs de l'énergie, de la construction et des installations ;
- Un programme de bons de formation doté de 300 millions de francs se concentrant sur des personnes plus âgées ou jusque-là peu formées ainsi que des personnes issues de l'immigration ;



- L'intégration professionnelle de personnes réfugiées et admises provisoirement (autorisation d'exercer une activité lucrative, accès à une formation professionnelle, meilleure reconnaissance des diplômes).

Renforcement des liens sociaux et lutte contre la pauvreté

En Suisse, 134 000 enfants vivent aujourd'hui dans la pauvreté et, au total, 1,24 million de personnes sont touchées par la pauvreté (Caritas, 2021). La hausse des coûts du logement et des primes d'assurance-maladie engendre des problèmes financiers, non seulement chez les personnes exposées au risque de pauvreté, mais aussi chez des personnes appartenant à la classe moyenne, en particulier les familles (monoparentales). Les VERT-E-S exigent notamment :

- Une meilleure couverture sociale (prestations complémentaires pour les familles) et des rentes de retraites sûres à la fois pour les hommes et les femmes (p. ex. avec une 13^e rente AVS) ;
- Une protection contre le licenciement pour les personnes ayant un ou plusieurs enfants et un soutien au parent ayant (le plus) la garde en cas de divorce ou de séparation ;
- Une offre d'école à journée continue généralisée, des crèches de qualité et abordables et un congé parental.

Une force verte pour l'égalité salariale et l'égalité des genres

La grande grève féministe du 14 juin 2023 a montré de façon saisissante que la mise en œuvre de l'égalité doit avancer plus rapidement. Les VERT-E-S, en tant que mouvement égalitaire, exigent notamment :

- Des analyses et des contrôles de l'égalité salariale contraignants et transparents dans toutes les entreprises, à l'instar ce qui a récemment été décidé par l'Union européenne ;
- Des campagnes pour lutter efficacement contre la violence sexuelle et basée sur le genre, dans la société et sur le lieu de travail, et prévention des féminicides ;
- Un salaire minimum de 25 francs par heure dans toutes les branches, des conventions collectives de travail dans toutes les branches et une amélioration des conditions de travail dans le domaine des soins et de l'encadrement.



SUFFISAMMENT POUR LES GÉNÉRATIONS FUTURES

Magdalena Erni, coprésidente Jeunes Vert-e-x-s suisse

Seules les paroles prononcées font foi.

Chers médias,

Dans notre cuisine, il y a un placard recouvert d'autocollants. Ces nombreux autocollants témoignent des innombrables chantiers politiques importants. Je les regarde tous les jours. L'un d'entre eux m'a particulièrement marqué. On y lit : « One planet – ten years worth fighting ». C'est un autocollant créé par les Jeunes Vert-e-x-s suisse à l'occasion des élections du Conseil national il y a quatre ans. Il concerne l'objectif de zéro net d'ici à 2030, un objectif essentiel pour que la Suisse prenne sa responsabilité historique et apporte sa contribution à une politique climatique mondiale juste.

Quatre années sont passées depuis la production de cet autocollant. Quatre années, durant lesquelles beaucoup trop peu a été fait pour atteindre cet objectif. Il ne nous reste que cette législature, que ces quatre prochaines années, pour effectuer ce virage si crucialement nécessaire.

Nous avons d'ores et déjà mis à la disposition du Parlement un instrument important : en février dernier, les Jeunes Vert-e-x-s suisse lui ont soumis l'initiative pour la responsabilité environnementale. Elle exige que, dix ans après son adoption, la Suisse respecte les limites planétaires. Les « limites planétaires » sont un concept scientifique désignant les seuils d'utilisation des ressources de la planète à ne pas dépasser. Il y a par exemple une limite pour le réchauffement du climat, le déclin de la biodiversité et la consommation d'eau. Au niveau mondial, au moins quatre des neuf limites de la planète ont été dépassées. A chaque dépassement, le risque de compromettre le système terrestre et donc la base de notre existence augmente. Pour les limites relatives au climat ou à la biodiversité, nous risquons d'atteindre des points de basculement où les altérations des écosystèmes deviendront irréversibles. Par conséquent, durant la prochaine législature, les VERT-E-S comptent faire adopter l'initiative pour la responsabilité environnementale. Pour que, dans une décennie au plus, les émissions de gaz à effet de serre, le déclin de la biodiversité, la consommation d'eau, l'utilisation des sols et les rejets d'azote et de phosphore soient réduits à un seuil supportable pour la planète. C'est le moment d'agir : la politique doit prendre ses responsabilités. Pour cela, la présence de représentant-e-s des VERT-E-S et Jeunes VERT-e-x-s au Conseil national et des États est indispensable.

Je ne vous le cache pas : le respect des limites planétaires nécessite de changer radicalement notre manière de travailler et de vivre ensemble. De plus, notre système démocratique doit être actualisé. À titre d'exemple, il est essentiel que les jeunes, celles et ceux qui vivront le plus longtemps avec les conséquences des choix faits aujourd'hui, soient aussi impliqué-e-s dans les processus politiques. Nous nous engagerons donc en faveur de l'introduction du droit de vote à 16 ans.

Par ailleurs, dans notre quotidien, des personnes issues de cultures diverses et aux histoires de vie variées cohabitent. Toutefois, environ un quart de notre population n'a pas de droit politique et ne pourra donc pas s'exprimer sur toutes les décisions concernant l'avenir. Les VERT-E-S exigent l'introduction d'un droit fondamental à la naturalisation pour les personnes vivant en Suisse. Les personnes qui arrivent sur le territoire en tant que migrant-e ou qui sont nées ici sans pour autant



avoir la nationalité ne doit pas conserver un statut d'étranger précaire ou même devoir cacher leur vie par manque de papiers. L'initiative pour la démocratie, lancée ce printemps, est un premier pas dans la bonne direction. Par ailleurs, il est également nécessaire de garantir aux personnes en situation de handicap une participation pleine et autonome à tous les aspects de la vie en société. C'est notamment ce que réclame l'initiative pour l'inclusion, lancée il y a peu. Nous voulons permettre aux personnes en situation de handicap de participer à la vie politique, notamment en accordant le droit de vote aux personnes sous curatelle et en mettant à disposition des informations en langage simplifié.

Durant la prochaine législature, osons voir la diversité de notre société comme une richesse et marquer un tournant nécessaire vers plus de protection et de justice climatique.



POUR UN « GREEN CHANGE » AU CONSEIL DES ÉTATS

Bernhard Pulver, candidat au Conseil des États

Seules les paroles prononcées font foi.

Mesdames,
Messieurs,

Le moment est venu d'opérer un changement. Et ce changement est nécessaire au Conseil des États également. Avec Flavia Wasserfallen, nous formons un duo efficace, en mesure d'avoir un impact important sur les questions écologiques, sociales et d'égalité au Parlement.

Ces prochaines années, il est nécessaire de réunir des majorités pour :

- Le « Green Change » si urgemment nécessaire, la protection de l'environnement et la biodiversité ;
- L'équilibre social, la protection des personnes défavorisées et le service public ;
- La démocratie, le dialogue et une société libérale.

Les prochaines années vont être décisives en vue du maintien des bases de notre existence à long terme. Nous devons également éviter un retour de bâton menaçant les acquis sociaux et sociétaux des dernières décennies.

Je veux contribuer à toutes ces luttes. Sur le plan personnel, ma candidature au Conseil des États a une signification particulière : celle que je suis prêt à investir mes 40 ans d'expérience politique au niveau fédéral. Dans le cadre de mon engagement en tant que conseiller d'État, j'ai réussi à de nombreuses reprises à réunir des majorités pour les questions qui me tenaient à cœur, et ce notamment en écoutant les personnes qui ne partagent pas mes convictions politiques et en analysant lesquelles de leurs préoccupations légitimes peuvent être intégrées à une solution. Je veux mettre au service de notre pays les compétences que j'ai acquises.

Pour moi, le « Green Change » est une priorité. Nous avons d'urgence besoin de solutions pour protéger le climat et conserver la biodiversité. Les intervenant-e-s précédent-e-s se sont déjà longuement exprimé-e-s sur le sujet.

Je tiens simplement à ajouter ceci : de nos jours, la protection de l'environnement et la conservation de la biodiversité sont possibles, tant sur le plan technique qu'économique. Économiquement, elles représentent une chance pour la Suisse et, au niveau sociétal, elles permettront une amélioration de la qualité de vie. Il s'agit maintenant de trouver des solutions politiques réalistes afin de permettre ce changement. Je suis optimiste, car des mesures ont été mises en place par les chambres fédérales au cours de la dernière législature. Je souhaite contribuer à la recherche de solutions constructives, capables de rassembler une majorité.

Dans ce contexte, les thématiques sociales sont centrales. En effet, les évolutions de ces dernières décennies ont aussi engendré un lot de « perdant-e-s ». Ces personnes ont besoin de solutions, si nous voulons que le « changement vert » ait lieu et que la démocratie perdure.



Sans équilibre social, le « changement vert » ne se fera pas. Je suis clairement en faveur d'une politique sociale.

Durant mon mandat au Conseil-exécutif bernois, j'ai réintroduit l'augmentation salariale obligatoire pour les enseignant-e-s et le personnel cantonal, qui avait été supprimée, et permis un assainissement des caisses de pension cantonales au profit du personnel. Améliorer les conditions de travail des travailleur-euse-s ne fait pas uniquement partie de mon programme politique avant les élections ; j'aborde ces questions très concrètement dans le cadre de mon travail politique et je sais comment réunir une majorité, même dans un parlement principalement bourgeois.

En tant que président d'un hôpital public, je vis tous les jours les conséquences concrètes de la pression tarifaire appliquée par la politique de la santé suisse sur les médecins, psychiatres et hôpitaux. Je sais que les moyens financiers sont insuffisants pour l'évolution salariale des collaborateur-riche-s, la mise en œuvre de l'initiative sur les soins infirmiers, la pédiatrie ou la recherche. Il n'y a qu'au niveau de national que je pourrai m'attaquer aux causes de ces problèmes. Dans mes fonctions de président d'hôpital, je dois m'en tenir aux directives économiques dictées par la politique.

C'est pour cette raison que je veux aborder les vrais problèmes de la politique en matière de santé : le sous-financement des médecins de famille, des pédiatres, de la psychiatrie et des hôpitaux ainsi que les primes par tête, qui sont une disposition antisociale. Le système de santé suisse n'a pas de problèmes de coûts, il a un problème de financement. Au cours des 25 dernières années, les coûts du système de santé ont augmenté environ deux fois moins vite que les primes d'assurance-maladie, et la croissance n'a cessé de ralentir. Le problème est qu'une part toujours plus grande du système de santé est financée par les primes, ce qui pèse sur la classe moyenne inférieure. Nous devrions donc réformer le financement basé sur les primes par tête et ne pas détruire notre excellent système de santé, qui représente l'un des plus grands potentiels de notre pays, par une fausse pression tarifaire et l'économisation.

Pour moi, une politique sociétale libérale est essentielle. La Suisse a énormément évolué sur ce plan ces dernières décennies. L'égalité et la diversité font partie intégrante de mon ADN politique.

En 2008, j'ai, en tant que conseiller d'État, permis l'introduction généralisée des écoles à journée continue. Aujourd'hui, Berne est le canton ayant la meilleure offre d'écoles à journée continue de tout le pays. Je souhaite continuer à contribuer à une meilleure conciliation de la vie familiale et professionnelle et faire en sorte que la Confédération promeuve de manière fiable les structures d'accueil extrafamiliales pour enfants et les cofinance.

En tant qu'homosexuel, je me suis engagé pendant plusieurs décennies, bien avant que le mariage pour tous ne fasse partie du débat public, pour l'égalité juridique des modes de vie. Je m'engagerai également au niveau fédéral contre la discrimination et pour les droits humains. Plusieurs organisations LGBTIQ+ m'apportent d'ailleurs leur soutien. Il est essentiel qu'au moins une personne siégeant au Conseil des États soit ouvertement queer.

J'aimerais conclure sur un thème qui m'est primordial : la politique européenne. Durant la prochaine législature, nous devons effectuer des pas clairs et courageux vers une coopération institutionnalisée



avec l'Union européenne. Le Conseil fédéral a commis une grande erreur en sacrifiant inutilement un bon accord institutionnel avec l'UE. Le futur de notre pays en tant que place économique, d'innovation et de recherche dépend de la manière dont seront régies nos relations avec l'UE. Un certain nombre de choses ont déjà été dites à ce sujet. Cette thématique est absolument centrale pour moi.